



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 382 du 4 mai 2025

Au sommaire :

- **Contre le pouvoir responsable du meurtre islamophobe d'Aboubakar, unité solidaire internationaliste** - Yvan Lemaître
- **A l'heure de la guerre commerciale, sociale et militaire, la lutte pour nos droits y compris sur le terrain syndical, une lutte de classe pour le renversement du capitalisme** - Laurent Delage

Contre le pouvoir responsable du meurtre islamophobe d'Aboubakar, unité solidaire internationaliste

Vendredi 25 avril au matin, Aboubakar Cissé, un jeune Malien de 22 ans, venu faire sa prière à la mosquée Khadidja à La Grand-Combe dans le Gard, a été lâchement assassiné d'une quarantaine de coups de couteau. Son meurtrier le filme au sol, l'insulte et profère des propos islamophobes : « *Ton Allah de merde, ton Allah de merde.* » Après avoir fui en Italie, il s'est rendu à la police trois jours après son crime.

Quel que soit l'état psychiatrique du meurtrier qui aurait dit vouloir « *devenir un tueur en série* », il s'agit bien d'un crime raciste, islamophobe, haineux, un acte terroriste barbare. Le Parquet national antiterroriste (Pnat) ne s'est pas saisi de l'affaire, ce que demandaient les avocat-es de la famille d'Aboubakar Cissé. Les faits de meurtre en raison de la race ou de la religion aggravés par la préméditation ont été retenus pour son inculpation. Un choix qui s'inscrit dans la volonté du pouvoir et de Retailleau de minimiser le drame et sa signification, un drame dont ils portent la responsabilité politique et morale.

L'indignation feinte et cynique, masque de la propagande raciste du pouvoir

Il a fallu deux jours à l'exécutif pour réagir. Le dimanche dans l'après-midi, Macron s'est exprimé de façon pour le moins générale : « *Le racisme et la haine en raison de la religion n'auront jamais leur place en France. La liberté de culte est intangible.* » Bayrou, tard dans la soirée de samedi, a parlé de « *l'ignominie islamophobe [...] exhibée sur une vidéo* ». Retailleau a fini par exprimer « *sa solidarité à la communauté musulmane* » sans pour autant participer à la marche blanche organisée dimanche à La Grand-Combe. Aucun représentant de l'État n'y était présent pas plus d'ailleurs que la maire PCF de la commune par peur de « *l'instrumentalisation* » ! Le même Retailleau, un mois plus tôt, ne scandait-il pas, dans un meeting intitulé « *La France contre l'islamisme* », « *à bas*

le voile » pour affirmer vouloir « *mettre en avant nos héros de l'histoire millénaire française, Charles Martel, Saint-Louis* », héros nationaux de la guerre contre les musulmans. Le même Retailleau avait déclaré en janvier : « *Il faut avoir le courage de se confronter à l'ensemble des causes qui alimentent l'islamisme, à commencer par l'immigration incontrôlée* » qui « *menace nos institutions et la cohésion nationale* ». En février le Sénat adoptait la proposition de Darmanin d'interdire le port du voile dans le sport pour s'opposer au soi-disant « *entrisme islamiste* » dans le sport. Et cette semaine, il vient d'annoncer, mercredi, qu'il engageait une procédure de dissolution du groupe Urgence Palestine au nom du fait qu'il fallait « *taper sur les islamistes* ». Et cela après avoir lancé, mardi, celle du groupe antifasciste la Jeune Garde qu'il associe et amalgame à celle de Lyon populaire, groupuscule fasciste.

Au final, mardi en début d'après-midi, la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet annonçait que « *Face à l'émotion légitime et compte tenu de l'ignoble instrumentalisation faite par certains de sa mort, j'ai souhaité que nous puissions saluer tout à l'heure sa mémoire. Sobrement et dignement* ». Alors que le Sénat s'y est refusé, le pouvoir et l'extrême droite ont dû céder sur le minimum, pour ne pas montrer leur volonté délibérée de banaliser un crime raciste et islamophobe et éviter d'affronter trop brutalement une large fraction de l'opinion écœurée. Puis Retailleau s'est résigné à proposer à la famille d'Aboubakar Cissé de la recevoir lundi, geste aussi tardif que méprisant.

Ils sont contraints de feindre l'indignation, eux qui orchestrent une véritable campagne politique raciste pas tant du fait des rivalités politiques entre eux mais bien parce que les politiciens de la bourgeoisie considèrent que la xénophobie sous couvert de lutte contre l'islamisme est au centre de leur politique pour mener tant leur guerre

sociale que militaire. L'axe de cette politique a été et demeure le soutien, la soumission à la guerre génocidaire d'Israël et des USA contre le peuple palestinien, contre les peuples du Moyen-Orient. Toute dénonciation de cette guerre barbare est assimilée à de l'antisémitisme et à un ralliement au Hamas, à l'islamisme. Leur acharnement contre le voile au nom de la liberté des femmes est à l'image de la défense de la laïcité au nom de la défense de... « *nos origines chrétiennes* ».

Le pouvoir voudrait banaliser un acte terroriste réduit à un simple crime. Pour le monde du travail, c'est bien une agression contre toutes et tous, un avertissement.

L'instrumentalisation démagogique de la violence sociale contre les jeunes et les classes populaires

L'attitude du pouvoir s'inscrit dans sa campagne xénophobe et contre l'islam mais plus globalement dans sa politique de criminalisation de la jeunesse, des classes populaires pour justifier sa politique sécuritaire, répressive. Les faits divers sont instrumentalisés à cette fin. L'assassinat d'Aboubakar Cissé survient un jour seulement après qu'un jeune lycéen d'un établissement privé de Nantes « *fasciné par les idéaux nazis* » a poignardé mortellement une élève et en a blessé grièvement trois autres.

Retailleau n'y a vu que « *l'ensauvagement* » de la société et Bayrou, une illustration de « *la violence endémique qui existe dans une partie de notre jeunesse* ». Il ne leur viendrait pas à l'idée de s'interroger sur leur société qui façonne des déséquilibres mentaux admirateurs du nazisme ainsi que se définissait ce jeune, pas plus que sur leur responsabilité. Non, ils dénoncent la jeunesse, les classes populaires, les accusent pour justifier la seule réponse à la décomposition sociale dont les classes dominantes et les politiciens qui les servent sont responsables, la répression. Pour Retailleau, « *nous sommes dans une société qui a encouragé le laxisme, qui a voulu déconstruire les interdits, l'autorité, l'ordre, les hiérarchies et qui a accouché de toute cette violence.* » Pour lui et les siens, la réponse est de rétablir l'autorité par la répression, les sanctions, la politique sécuritaire à l'école comme dans toute la société, fermant les yeux sur les origines des violences sociales auxquelles l'école, le collège, le lycée n'échappent pas et qui déstabilisent aussi la jeunesse.

Unité contre la violence de l'exploitation, du nationalisme, de la xénophobie et de la guerre

Encore une fois cette politique n'est pas la simple conséquence des rivalités électorales entre démagogues de droite et d'extrême droite. Elle est inhérente au système, à la politique de classe de la bourgeoisie pour défendre son pouvoir, sa domination sociale, ses privilèges alors qu'ici comme dans le monde le capitalisme est ébranlé dans ses fondements mêmes. Elle est inhérente aussi, de façon organique, à la logique interne de l'économie fondée sur l'exploitation du travail humain, le marché, la concurrence et la guerre qui façonne l'idéologie et la morale que les classes dominantes veulent imposer à la population.

Si, durant les périodes d'expansion du capitalisme, le prolétariat a pu conquérir et imposer des droits démocratiques, dès que la machine se grippe ou dérape, les classes dominantes ont recours à l'autoritarisme, la dictature, voire au fascisme pour maintenir leur domination.

Aujourd'hui, la machine capitaliste est dépassée par l'évolution de la société, condamnée à céder la place, elle s'épuise sous la pression de la guerre commerciale, de la propriété capitaliste financière, de la concurrence et de la guerre. Le cadre capitaliste est dépassé, explosé par le développement des techniques, des moyens de production et d'échange mondialisé qui ébranle le cadre national des frontières. Incapable de surmonter sa maladie, il se bat féroce pour sauvegarder les privilèges d'une minorité quoi qu'il en coûte à l'humanité. D'où sa fuite en avant sécuritaire, répressive et militariste.

Les manifestations du Premier Mai, journée de lutte et de solidarité internationale des travailleurs, le combat pour unir la classe ouvrière, par-delà les appareils syndicaux et politiques, autour de la défense de ses intérêts indiquent la seule voie pour en finir avec le nationalisme, la xénophobie et le racisme.

La défense des droits démocratiques, la lutte contre le racisme, pour le respect du droit de chacun à adhérer à la religion de son choix ou de rompre avec toute croyance religieuse, les droits des femmes, la liberté sont un combat collectif international de tout-es les opprimé-es et exploité-es pour changer la société contre la trumpisation du monde au service d'une minorité parasite.

Yvan Lemaitre

A l'heure de la guerre commerciale, sociale et militaire, la lutte pour nos droits y compris sur le terrain syndical, une lutte de classe pour le renversement du capitalisme

A lors que les directions syndicales apparaissent plus intégrées que jamais, ce 1^{er} mai a été l'occasion, pour tout un milieu militant de jeunes, de travailleur-es issu-es de collectifs de lutte divers, de se retrouver dans des cor-

tèges bien souvent mélangés, par-delà les appareils syndicaux.

Une révolte qui s'exprime face aux licenciements au profit des actionnaires comme à ArcelorMittal, face à la

régression sociale en route, face à la politique militariste de Macron-Bayrou et leur démagogie xénophobe et raciste. Face aussi à la répression qui frappe les militants syndicaux ou les groupes comme Urgence Palestine ou la Jeune Garde pour lesquels Retailleau a engagé des procédures de dissolution. Au cœur des manifs joyeuses et dynamiques circulait la discussion sur nos réponses pour stopper cette fuite en avant du capitalisme financiarisé, de sa guerre commerciale, sociale et militaire.

Du côté du NFP, la seule préoccupation se réduit aux rivalités dans la course pour la présidentielle, pendant que leur ex-candidate commune au poste de 1^{er} ministre, Lucie Castets, déclare « *ne pas être défavorable* » à la suppression de l'abattement de 10 % contre les retraités ! Une partie de la gauche parlementaire s'était donnée rendez-vous à Dunkerque, multipliant les promesses aux sidérurgistes d'ArcelorMittal. Tous réclament des comptes et une « *intervention immédiate de l'Etat* » alors que celui-ci a subventionné le groupe sans vergogne sous tous les gouvernements successifs. Aurélie Trouvé parle même de « *nationalisation* », comme si les nationalisations de Mitterrand en 81 avaient empêché les licenciements massifs dans la sidérurgie. Toute l'histoire d'Usinor devenue ArcelorMittal est là pour rappeler à quel point l'Etat protège avant tout les intérêts des capitalistes face aux travailleurs, y compris quand la gauche est au pouvoir.

Du côté des directions syndicales qui appelaient à ce 1^{er} mai, celles-ci n'avancent guère plus de perspectives pour la lutte du monde du travail face aux 360 plans de licenciements en cours et à l'offensive globale de la bourgeoisie contre nos droits.

Dans son communiqué, la CGT appelle l'Etat « *à nationaliser les fleurons industriels menacés par la logique du profit, à l'image d'Arcelor. C'est la condition pour préserver les emplois et l'avenir industriel de la France* ». Une politique qui reprend à son compte le protectionnisme, à l'image de Sophie Binet qui demande au gouvernement de « *conditionner le montant des droits de douane au niveau des normes environnementales fiscales* » ou qui appelle les patrons à « *une forme de patriotisme économique pour privilégier le made in France et le made in Europe* ». Comme si les travailleur-es n'allaient pas payer au prix fort cette guerre douanière entre bourgeoisie américaine et européenne.

Quant aux prochaines luttes, celles-ci se présentent en ordre complètement dispersé. La CGT appelle à une nouvelle journée d'action sans lendemain le 5 juin pour « *les salaires, l'emploi* » et même pour « *l'abrogation de la réforme des retraites* »... après la participation des directions confédérales à la farce du conclave ! Le 13 mai, les syndicats de la fonction publique appellent à une journée « *pouvant aller jusqu'à la grève* ». La CGT et Sud Rail annoncent une mobilisation à la SNCF entre le 5 et le 11 mai, où contrôleurs, conducteurs, agents du matériel sont appelés à faire grève sur des jours différents... Une politique corporatiste dans la même entreprise, qui rend bien difficile la lutte face à la direction et face au

gouvernement qui ont déjà lancé leur violente campagne antigreve contre les cheminots.

Les directions syndicales n'ont aucun plan de bataille. Face au désarroi actuel, nous avons besoin d'une politique de classe, internationaliste, capable de fédérer ces sentiments de colère et de révolte contre l'offensive actuelle et de donner confiance à l'ensemble des travailleur-es pour prendre leurs affaires en main. Préparer la lutte d'ensemble signifie contester le pouvoir de ceux qui dirigent, apporter nos propres réponses face aux capitalistes et au gouvernement.

Lutter pour la paix, c'est combattre notre propre bourgeoisie, à bas l'union nationale !

Les directions syndicales avaient voulu placer ce 1^{er} mai dans la perspective de la paix face aux discours va-t-en-guerre de Macron, qui brandit la menace de Poutine pour justifier sa politique de réarmement à marche forcée. Mais sur la question de l'Ukraine, les discours de paix sont loin d'une politique internationaliste dénonçant « *l'ennemi dans notre propre pays* ».

La CGT défend « *la paix juste et durable* » dans le respect du « *droit international* », tout en reprenant à son compte le discours officiel faisant de Poutine le seul agresseur. Quant à la politique d'armement, elle demande à l'Etat la mise en place d'un « *pôle public national de défense* » pour la « *réappropriation de la maîtrise publique des industries d'armement et de leur stratégie industrielle* ». Refusant de défendre une politique de classe face à la marche à la guerre dans laquelle veulent nous enrôler la bourgeoisie et le gouvernement, la direction de la CGT s'en remet à l'Etat pour assurer la paix... L'Etat français des guerres coloniales et de la Françafrique !

Cette position est loin d'être isolée. Solidaires ne défend pas autre chose quand elle réclame « *une souveraineté industrielle* » sur l'armement tout en revendiquant un « *débat sur son contrôle démocratique et l'affectation de ses profits* ». Comme s'il suffisait d'un « *débat* », face aux multinationales de l'armement et au gouvernement bien déterminés à imposer leur économie de guerre.

De fait, les directions syndicales rallient le camp de la bourgeoisie, de l'Europe et de Macron sur la question de la guerre en Ukraine, en se bornant à dénoncer le fait que « *les riches ne seront donc pas mis à contribution* ».

Elles refusent de dénoncer la guerre, ses objectifs politiques. Elles dénoncent la politique sanglante de Poutine sans mettre en avant la responsabilité des bourgeoisies américaine et européennes dans cette guerre par procuration qui vise à affaiblir la Russie et à dépecer les richesses de l'Ukraine.

Dénoncer la guerre est indissociable de la dénonciation de la politique de réarmement de Macron, qui ne peut que se traduire par une aggravation de la régression sociale. L'armement est une activité profondément parasitaire, qui signifie la destruction des services publics, de la protection sociale, de l'éducation, de la santé.

Cette offensive est au cœur du budget 2026 de Bayrou. Mais loin de préparer l'affrontement, de contester l'ensemble de la politique du gouvernement, les directions syndicales se dérobent par avance en proposant de s'associer aux discussions sur les choix budgétaires.

Après le « conclave », les directions syndicales s'enferment dans la « cellule de crise »

Au lendemain de la conférence sur les finances publiques de Bayrou le 15 avril, destinée à préparer le terrain à sa politique d'austérité, la CFDT et la CGT demandaient la mise en place d'une « cellule de crise » par rapport à la guerre commerciale sur les droits de douane déclenchée par Trump, rapidement mise en place par Bayrou.

La CGT en faisait même la première de ses 16 propositions destinées au gouvernement, la « *création d'une cellule de crise hebdomadaire sous l'autorité du ministre de l'Économie, réunissant syndicats, patronat, Bpifrance, Caisse des Dépôts, élus locaux et services de l'État* ».

A défaut d'un plan de luttes pour les travailleurs face au chaos économique qui se profile, la CGT pose au conseiller de Bayrou et de la bourgeoisie. Elle propose ainsi de réformer les tribunaux de commerce, un moratoire sur les licenciements, de mieux encadrer les aides publiques au patronat ou de créer un index « made in France » dans les entreprises... Elle n'exige même pas l'interdiction des licenciements, ni même l'arrêt des 200 milliards de subventions au patronat ou du paiement de la dette et de ses intérêts qui asphyxient toute la société.

Quant à la CFDT, solide soutien du gouvernement Bayrou depuis sa nomination, Marylise Léon s'est aussitôt félicitée de participer à cette « cellule de crise » en déclarant : « *Nous avons toujours dit que nous étions prêts à regarder le sujet des économies* » !

Et pourtant, les objectifs de Bayrou, qu'il a la folie d'espérer faire partager au monde du travail par la voie d'un référendum, sont clairs : 40 milliards d'économies, pas d'augmentation d'impôts pour les riches, ni de « charges » pour les entreprises. Depuis le 15 avril, Lombard répète qu'il compte « *maîtriser les dépenses annuelles, l'effort portera sur les trois grandes fonctions publiques : l'État, les collectivités et la Sécurité sociale* ».

Une politique en phase avec celle de Martin, patron du Medef qui appelle à ne pas « *accabler encore plus les entreprises, qui supportent cette année 13 milliards d'euros de prélèvements supplémentaires* » et qui a des idées pour tailler dans les dépenses de santé : « *on est le pays au monde où il y a le plus de dépenses sociales (...) Il y a des prestations qui sont remboursées qui ne devraient pas l'être* » !

Mais en participant à cette mascarade de « cellule de crise », les directions syndicales acceptent l'idée qu'il faut faire des économies, pour la dette et payer sa rente au capital financier, comme pour financer l'armement. Elles collaborent, toute honte bue, à la mise en œuvre de la politique de la bourgeoisie. Quelle hypocrisie de prétendre défendre les services publics le 13 mai en refusant

de s'attaquer clairement à l'ensemble de la politique du gouvernement et des capitalistes !

Lutter contre la réaction et le racisme, c'est lutter contre le système

Sur le terrain de la lutte contre l'extrême-droite et le racisme, l'intersyndicale poursuit là encore sa politique de défense des institutions et du « front républicain », tandis que Darmanin, Retailleau, Bayrou multiplient les déclarations xénophobes et réactionnaires. Face à leur crainte des masses et des réactions de colère suscitées par leur offensive antisociale, ils n'ont qu'une politique : l'ordre, les flics et l'armée.

Le 12 avril, la CGT, la FSU et Solidaires appelaient à une manifestation unitaire contre Le Pen au nom de « *la défense de l'Etat de droit* » et de « *l'égalité de toutes et de tous devant la loi* » ! Quelle égalité, quand les tribunaux font de la justice d'abattage au moment de l'affaire Nahel, ou quand ils couvrent la répression policière brutale contre les gilets jaunes ou tous ceux qui se battent pour leurs droits ?

De même, l'intersyndicale vient de faire cause commune contre « *le racisme et l'antisémitisme* », sans un mot pour dénoncer l'instrumentalisation de l'antisémitisme par le gouvernement, la droite ou l'extrême-droite contre ceux qui affirment leur solidarité vis-à-vis du peuple palestinien et dénoncent la guerre génocidaire de Netanyahu. Dans cette campagne, les syndicats en appellent à la loi, à l'Etat et à l'employeur pour lutter contre les discriminations, sans rien dire contre la démagogie anti-migrants et islamophobe de la part du pouvoir.

La lutte contre le racisme est une lutte contre l'ordre établi, contre la mise en concurrence des travailleurs, contre le nationalisme sous toutes ses formes. Elle est partie intégrante de la lutte de classe, internationaliste, qui considère que les prolétaires qui travaillent pour les mêmes multinationales partout dans le monde n'ont pas de patrie.

Pour un syndicalisme démocratique et lutte de classe, prendre nos organisations en main

Face à la collaboration de classe des directions syndicales, bien des militants sont en plein désarroi, en même temps que bien des travailleurs et des jeunes se demandent où sont passés les syndicats, recherchant un cadre collectif pour se battre.

Les luttes pour de vraies augmentations de salaires, contre les licenciements, la défense des services publics, pour les droits à la retraite et à la protection sociale en général, posent toutes la question politique de qui dirige la société. Les actionnaires, le patronat et le pouvoir ou ceux qui la font tourner tous les jours.

Tous les travailleurs sont impactés par cette lutte pour le profit du capital financiarisé, par la concurrence exacerbée, par la guerre. Dans une telle situation, le syndicalisme ne peut se réduire à des revendications « économiques » de salaires, de conditions de travail, sans

remettre en cause la politique du patronat, des banques et de leur Etat, c'est-à-dire sans craindre de mener la lutte jusqu'au renversement du capitalisme.

Face aux licenciements, au chaos économique qui secoue la planète, le monde du travail doit apporter ses propres réponses : interdire les licenciements et réquisitionner les entreprises qui licencient, partager le travail entre tous

et toutes, contrôler les comptes des entreprises, imposer l'échelle mobile des salaires, le contrôle des comptes de l'État, l'annulation de la dette et un monopole public bancaire, c'est-à-dire avancer ses propres revendications qui remettent en cause la domination du capital et posent la question du pouvoir des travailleurs.

Laurent Delage